



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique communautaire

Question au Gouvernement n° 1114

Texte de la question

CONSEIL DES MINISTRES FRANCO-ALLEMAND

M. le président. La parole est à Mme Nicole Ameline, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
Mme Nicole Ameline. Monsieur le secrétaire d'État chargé des affaires européennes, jamais sans doute les relations franco-allemandes n'ont été aussi importantes pour l'avenir européen et surtout pour notre capacité à répondre à la crise internationale.

Au lendemain du Conseil des ministres franco-allemand, nous avons pu constater avec beaucoup de satisfaction un certain nombre d'avancées sur la constitution de groupes d'intérêt et de travail commun - je pense à l'automobile, qui nous concerne tous, mais aussi à l'énergie. Au-delà, nous avons pu constater dans la lettre qui a formalisé l'engagement commun des deux pays sur des sujets très importants, tels que la stabilité financière ou la sécurité financière en Europe, la lutte contre les paradis fiscaux ou encore le soutien à une croissance durable, que ces relations étaient aujourd'hui particulièrement positives.

À la veille du G20, au moment où nous savons combien l'Europe peut apporter une réponse bienvenue à la crise économique mondiale ; au moment où nous savons aussi que nous avons besoin d'une relation transatlantique plus équilibrée entre l'Europe et les États-Unis ; au moment enfin où nous savons que l'Europe peut inspirer une refondation à la fois financière, mais aussi économique, sociale et environnementale de la mondialisation, je souhaite que vous précisiez les éléments de cette stratégie commune franco-allemande dans les négociations à venir. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Maire, secrétaire d'État chargé des affaires européennes.

M. Bruno Le Maire, *secrétaire d'État chargé des affaires européennes*. Madame la députée, de quoi avons-nous besoin aujourd'hui face à la crise économique et financière ?

Nous avons besoin de davantage de régulation. Nous avons besoin de supprimer les paradis fiscaux. Nous avons besoin de lever le secret bancaire en Europe. Nous avons besoin de supervision bancaire européenne. Nous avons besoin de règles et de décisions. C'est ce à quoi travaille Christine Lagarde depuis plusieurs semaines. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Comment y arriverons-nous ? Nous y parviendrons uniquement en faisant front commun - la France et l'Allemagne - pour imposer les règles financières internationales que tous nos concitoyens attendent. C'est le sens de la déclaration commune de Nicolas Sarkozy et d'Angela Merkel. C'est le sens de la lettre conjointe qu'ils ont adressée au Premier ministre tchèque, en vue du sommet du G20 de Londres et du Conseil européen qui se tiendra demain et après-demain à Bruxelles.

De quoi avons-nous besoin à plus long terme ?

M. Alain Néri. De supprimer les paradis fiscaux !

M. Bruno Le Maire, *secrétaire d'État*. Nous avons besoin d'une politique industrielle commune. Nous avons besoin d'une industrie automobile forte. Nous avons besoin d'investissements dans l'innovation et la recherche. Nous avons besoin d'une politique économique commune et coordonnée entre les États membres de l'Union européenne. Comment y arriverons-nous ?

Nous y arriverons si nous faisons front commun - la France et l'Allemagne - pour proposer cette direction à l'Europe. C'est tout le sens des conclusions arrêtées à la suite du Conseil des ministres franco-allemand de la semaine dernière.

Madame la députée, la relation entre la France et l'Allemagne n'est pas qu'une question d'amitié - même si vous savez combien j'y suis personnellement très attaché. C'est aussi une question de force, une force pour la France, une force pour l'Allemagne, une force pour l'ensemble des pays européens. Si nous voulons bâtir cette Europe politique à laquelle nous aspirons tous, nous avons besoin que la France et l'Allemagne apportent ensemble des solutions et offrent un nouveau destin à l'Europe. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [Mme Nicole Ameline](#)

Circonscription : Calvados (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1114

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Affaires européennes (II)

Ministère attributaire : Affaires européennes (II)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 mars 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 mars 2009